AÏT AMRANE (BOUMERDÈS)

La marche de la CNCD - partis politiques - réprimée

Répondant au souhait de la Coordination nationale pour le changement et la démocratie (CNCD-partis politiques), visant à décentraliser au niveau local l'action citoyenne pacifique, les partisans de la CNCD Boumerdès ont tenté, hier, d'organiser une marche pacifique dans la commune d'Aït Amrane, au centre de la wilaya de l'ex-Rocher noir.

Mais un important dispositif répressif des forces anti-émeutes a empêché des centaines de personnes de se diriger vers le centre-ville de cette localité. «Ce n'est que la première ! Nous reviendrons !»,ont clamé les marcheurs. Vers 10 h 45, une dizaine de marcheurs, dont des militants du RCD, ont déployé, au niveau du carrefour à proximité du siège de l'APC, des banderoles ainsi que l'emblème national.

«Système dégage», «Le peuple veut la chute du régime», lisait-on sur ces banderoles. Scandant des slogans hostiles au pouvoir, les marcheurs à peine leur procession entamée qu'ils sont déjà cernés par un grand nombre de policiers.

Sur les lieux, étaient également mobilisés des agents en civil se tenant derrière leurs collègues dotés de boucliers et de gourdins. Les policiers ont ensuite tenté de disperser cette foule moyenne en arrachant des mains des manifestants banderoles et écriteaux. Mais très rapidement, la foule a gonflé pour atteindre plusieurs centaines de manifestants.

De sérieux dérapages ont failli avoir lieu à plusieurs reprises, notamment lorsqu'un marcheur handicapé a été malmené par les policiers ou que la caméra d'un militant ne soit brutalement confisquée par un agent de l'ordre.

Elle lui a été par la suite restituée mais sans la cassette d'enregistrement. Il y a eu aussi le cas d'un marcheur qui s'en était pris au cameraman des renseignements généraux par erreur pensant avoir à faire à celui de l'ENTV. Ahmed a été légèrement blessé au visage, après que ses lunettes aient été fracassées «Un policier en civil m'a donné un coup de poing», nous dira-t-il.

Des marcheurs haranguaient les badauds : «Nous défendons nos droits et vos droits ! Nous ne sommes pas du cinéma !» Cette critique a, semble-t-il, porté ses fruits. Et pour cause, certains jeunes, d'abord sceptiques sur le sort de cette marche au vu du petit nombre de manifestants à son départ, ont fini par rejoindre la foule de protestataires.

Au milieu de cette agitation, Arab, membre fondateur de la CNCD nationale et de l'aile de Boumerdès, nous a déclaré : «Nous manifestons pacifiquement pour un changement démocratique en dehors du système et non à l'intérieur du système.» Estimant que ce changement du système doit se faire pacifiquement et dans la transparence pour éviter le chaos.

De son côté, Rabah Boucetta, membre de la direction du RCD, a improvisé une prise de parole pour, d'une part, expliquer les motivations politiques de cette contestation pacifique et, d'autre part, montrer du doigt les forces qui, selon lui, constituaient le système politique lequel maintient les Algériens sous la dictature. Pédagogue, il expliquera à la foule : «Le pouvoir, c'est l'exécutif, c'est-à-dire le gouvernement ; le régime, c'est la présidence et le gouvernement ; le système est élargi au DRS, aux services de sécurité, à l'UGTA, à certains medias dont des journaux dits indépendants ainsi qu'à d'autres forces.

C'est tout cela qui doit changer.» Et de poursuivre : «Le 19 mars 1962, les Algériens ont sorti le colonialisme, et 50 ans après, le peuple n'a toujours pas recouvré sa liberté. Aujourd'hui, nous appelons les Algériens, y compris ceux au sein des services de sécurité qui ont vu leurs parents se sacrifier durant la révolution de novembre, à se mobiliser pour mettre fin à la dictature.»

L'orateur a affirmé que, désormais, chaque samedi, une marche pacifique sera organisée dans l'une des communes de la wilaya de Boumerdès. La prochaine étape sera la ville de Bordj-Ménaïel.

A la mi-journée, la foule s'est dispersée dans le calme, avec, pour les organisateurs, le sentiment d'avoir réussi au moins à casser le mur de la peur dans la wilaya de l'ex-Rocher noir. Ce qui, au départ, n'était pas évident.

Dans l'après-midi, la coordination a rendu public un communiqué pour «saluer la mobilisation des citoyens en cette date historique du 19 mars, et ce, malgré une campagne de désinformation orchestrée par le DRS et ses relais médiatiques.»

Abachi L.

BOUIRA

Des centaines de citoyens mobilisés pour exiger le départ du système

Encore une fois, des centaines de personnes ont répondu à l'appel de la CNCD de Bouira, pour exiger le départ du système. Tout au long de leur itinéraire, depuis la place des Martyrs jusqu'au siège de la Wilaya, les marcheurs parmi lesquels les P/APC et des élus locaux du RCD ainsi que le président du BR, Ahmed Boutata, des délégués du mouvement citoyen, mais aussi d'autres personnalités de la société civile de la ville de Bouira, scandaient des mots d'ordre hostiles au pouvoir.

«Pouvoir assassin», «Bouteflika, Ouyahia, pouvoir ila lika (au revoir)», «Djazaïr hourra dimocratia», ou encore «voleurs, menteurs et ils se disent nationalistes», mais surtout «ya Amirouche, ya Lhoues, Djazaïr machi Labas (l'Algérie n'est pas bien)», «DRS berra (dehors)», sont autant de slogans entonnés.

Arrivés devant le siège de la Wilaya, un étudiant a pris la parole pour lire une déclaration exhortant ceux qui ont répondu à l'appel, en honorant la wilaya à l'instar des autres wilayas du pays, Annaba, Constantine en passant par Oran, Alger et Béjaïa, à être vigilants et mobilisés jusqu'au départ du système car, dira-t-il, aujourd'hui le peuple veut le changement du système et non le changement dans le système. Après cette intervention, un événement a failli dégénérer lorsque des journalistes de la télévision avaient essayé, depuis la cour de la Wilaya dont l'accès était interdit aux marcheurs, de filmer quelques séquences.

Des dizaines de jeunes se sont rués devant le portail et les journalistes de la télévision ainsi que le photographe qui ont dû s'abriter à l'intérieur de la Wilaya. Après cet incident, la présidente de la section féminine du RCD a pris la parole pour inviter les autres femmes à braver la peur et à sortir afin d'honorer la mémoire de leurs aïeules et d'être les dignes héritières de la Kahina et Lalla Fatma N'soumer.

Pour sa part, le président du BR du RCD enflamma la foule en rappelant certaines vérités concernant le maire d'El-Madania dont les baltaguis de la semaine passée ont fermé le siège de l'APC pour des promesses non tenues de logements, ou encore les positions ambiguës du pouvoir algérien qui continue à soutenir le dictateur Kadhafi.

Avant d'appeler les gens à se disperser dans le calme, l'orateur rappellera les positions inaliénables du RCD et de Saïd Sadi qui ont toujours été aux côtés du peuple même au plus fort moment du terrorisme et continuent à être toujours aux côtés du peuple malgré les manœuvres malsaines et diaboliques du pouvoir qui essaye de diviser les Algériens et de créer l'esprit régionaliste et raciste.

«Le peuple, dira-t-il, doit être vigilant afin de déjouer toutes ces manœuvres et de poursuivre le combat jusqu'à la chute de ce système et le changement radical qui ne saurait tarder».

Y. Y.

TIZI-OUZOU

Plusieurs milliers de personnes au rendez-vous

C'est un véritable coup de maître que la section tizi-ouzéenne de la Coordination nationale pour la démocratie et le changement (CNDC) a réussi hier.

Pourtant, moins d'une heure avant que la manifestation ne s'ébranle des environs de l'université Mouloud-Mammeri en direction du centre-ville, personne ne se serait avancé pour dire que les manifestants seraient aussi nombreux. Ils étaient en effet, hier, des milliers à arpenter les rues comme lors des années «bénies'» des grandes manifestations que Tizi-Ouzou avait connues.

Néanmoins, cette manifestation ne s'annonçait pas sous les meilleurs auspices en raison de l'incident généré par la présence de la caméra de l'ENTV.

Des envoyés spéciaux de «l'Unique» s'étaient en effet pointé sur les lieux du rassemblement, un peu plus d'une heure à l'avance, mais devant le refus catégorique de dizaines de personnes présentes de les voir couvrir l'évènement, ils s'étaient éclipser. Un véritable incident a été évité de justesse lorsque, une vingtaine de minutes avant l'heure prévue pour le début de la marche, la caméra de la télévision était réapparue, sous haute protection cette fois.

Malgré la présence de policiers en civil, les manifestants ont insisté pour que le personnel de la télévision quitte les lieux et il s'en était fallu d'un rien pour que le rassemblement prenne une autre tournure.

A 11h, comme convenu, la foule des manifestants a déjà pris des proportions plutôt «respectables». Encouragés par l'arrivée de «renforts», les manifestants retrouveront vite leur verve pour entonner le slogan à la mode exigeant le changement, et ce, lorsqu'ils ne criaient pas à tue-tête les anciens slogans : «Y en a marre de ce pouvoir» ou «pouvoir assassin».

A mi-parcours, comme par enchantement, à partir des bâtiments-bleus, en plein centre-ville, il devenait évident de voir à quel point les organisateurs avaient réussi leur coup. Encadrés par un imposant, mais très discret, dispositif policier, les manifestants marquèrent leur évolution vers l'esplanade de l'ancienne mairie par des haltes symboliques du côté du CHU, puis de la maison de la culture, là où la ministre de la Culture et son représentant à Tizi-Ouzou en prirent pour leur grade, comme c'est de tradition à chaque manifestation depuis quelque temps.

La marche de la CNCD s'est achevée finalement mieux qu'elle n'avait commencé puisque pas le moindre incident, aussi mineur soit-il, n'a été noté.

Tous convergèrent vers la place de la mairie pour un rassemblement au cours duquel ils se mirent à puiser du riche répertoire de slogans, plus que jamais d'actualité, enrichi de quelques-uns sortis de l'actualité dont «Ben Ali hrab, mazal Bouteflika» (Ben Ali a fui, Bouteflika le suivra).

M. Azedine

SECOND TOUR DES ÉLECTIONS DU BARREAU D'ALGER

Bataille serrée entre les robes noires

Bataille serrée entre les différents candidats aux élections au conseil de l'ordre du barreau d'Alger, dont le second tour a eu lieu hier au niveau de la cour d'Alger. Trois listes et pas des moindres, conduites respectivement par le bâtonnier sortant, Me Sellini, Chaoui Abderezak et Chaib Sadek, sont données favorites de ce tour.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Au moment où nous mettons sous presse, l'opération de dépouillement se poursuit toujours sous l'œil vigilant des observateurs et autres représentants des différents candidats. D'ailleurs, à l'exception de Me Khiat qui a franchi le premier tour haut la main, les autres postulants doivent attendre l'ultime minute de la course électorale pour savoir s'ils feront partie de la future composante du conseil de l'ordre du barreau d'Alger. Un conseil de l'ordre formé de 31 membres et qui constitue l'une des pierres angulaires de la future composante de l'ordre des avocats d'Algérie. Ceci dit, le premier tour qui a eu lieu, samedi dernier, a été marqué par un taux d'abstention très élevé, soit une faible participation qui n'aura pas permis à la centaine de candidats de franchir le premier tour. L'autre fait marquant de cette course électorale a trait aux slogans avancés par les différentes listes. Ainsi, le mot «changement» revient dans toutes les affiches. Un état de fait qui dénote de la féroce opposition des adversaires du bâtonnier sortant. En effet, ce dernier a été candidat à sa propre succession briguant ainsi un quatrième mandat successif. Pour un grand nombre d'observateurs, Me Sellini part largement favori. Mais, il n'en demeure pas moins que les quatre autres listes de candidats indépendants, appelés communément opposition, peuvent créer une surprise.

Ainsi, on peut citer notamment les listes conduites par Me Abderrazak Chaoui, considéré comme l'éternel opposant au bâtonnier sortant Abdelmadjid Selini, celle de Me Nouredine Benissad, qui est secrétaire général de la Ligue algérienne de défense des droits de l'homme (LADDH), une personnalité connue et respectée dans le milieu judiciaire ou encore celle de Me Cherif Lekhlef. La quatrième liste en course et qui a de grandes chances de passer est dirigée par Me Sadek Chaïb. Cela dit, tous les candidats ont fait de la question du projet de loi régissant la profession d'avocat le thème principal de leur campagne électorale. Les avocats attendent, en effet, que cette année judiciaire apporte du nouveau dans le sens de la sauvegarde des acquis de la profession, concernant notamment leur indépendance menacée par le projet précité. «Ce projet est en régression totale et nous renvoie cinquante ans en arrière. Celui proposé en 2001 par Ahmed Ouyahia, alors ministre de la Justice, était plus libéral», ont souligné plusieurs avocats lors de l'assemblée générale du conseil de l'ordre, tenue au début de l'année en cours.

A. B.